

## Déclaration liminaire

Conseil Supérieur de l'Education du lundi 11 mai 2020



Nous devons vivre avec le virus, nous dit-on. C'est certain. Mais voulons-nous nous inscrire dans la continuité d'hier ? Vite, vite ! Rattraper le temps qualifié perdu, compenser et poursuivre la course à l'échalote. Ou voulons-nous construire autrement ? Différemment, sur les enseignements de ce vécu commun ? La FCPE défend l'idée d'une école résiliente. L'école de demain ne sera pas celle qui était en préparation hier.

Aujourd'hui, une petite proportion d'élèves reprend le chemin de l'école. Parents, enfants et enseignants s'interrogent sur les conditions sanitaires, sur la persévérance dans les gestes barrières et la distanciation physique, mais aussi sur ce que sera la vie quotidienne et sociale dans l'école, en pleine crise sanitaire. Des écoles n'ouvrent pas, des effectifs très réduits sont accueillis et le volontariat est imposé aux parents pour des raisons évidentes : notre bâti scolaire vétuste manque cruellement d'investissements. La FCPE n'a cessé de le dénoncer. Et aujourd'hui, c'est bien le manque de points d'eau et des fournitures associées qui sont sous les feux des projecteurs. Mais, salles, cour, préau, couloirs, cantine, mobilier comme matériel ne sont pas en reste. Il ne s'agirait pas d'oublier non plus que nous sommes toutes et tous confrontés aux enjeux écologiques ; l'épisode caniculaire qui a fermé des établissements scolaires l'an passé pourrait se produire à nouveau. Il est l'heure que la République s'empare de ce problème. Plan stratégique et fonds de financement sont une urgence absolue.

Avec le confinement, la communauté éducative est entrée dans la continuité pédagogique. Et nul ne sait si elle ne s'invitera pas à nouveau dans notre quotidien. L'enseignement à distance, l'éducation par le numérique ou les médias ont fait une entrée fracassante dans les familles, dans les relations enseignant-parents, dans les interactions élèves-enseignants, comme dans les pratiques pédagogiques des enseignants. De grands chantiers se profilent sur la protection des données personnelles des élèves, les outils utilisés, les espaces numériques de travail, l'équipement, les pratiques, l'accompagnement des équipes éducatives comme des élèves. Mais la continuité pédagogique a revêtu plusieurs formes : continue, en pointillé, discontinue ou même rompue. Connexion, matériel, connaissance de la culture scolaire, contexte environnemental sanitaire, social et familial, accompagnement et autonomie, sont autant de facteurs qui ont influé sur les inégalités déjà existantes entre élèves. S'ajoutent les possibles effets du confinement, comme l'isolement social, la moindre activité physique, le mal-être psychologique ou la violence intrafamiliale. Avec la reprise progressive, ce sont les équipes éducatives, les enseignants, épaulés par les personnels infirmiers, médicaux et sociaux qui accueilleront les élèves et auront à identifier de possibles difficultés personnelles, familiales ou scolaires. Et quand nous entendons que la fin de l'été pourra être des « vacances apprenantes », avec soutien scolaire pour les élèves les plus en difficulté, nous interrogeons ce sprint à la performance scolaire comme le mélange des genres. Vacances et Ecole sont des temps distincts. Les dispositifs écoles ouvertes ont été créés pour cela. Les colos sont des séjours éducatifs et d'apprentissages informels, à même de mobiliser les compétences ou les connaissances des enfants et des jeunes.

La continuité pédagogique a bouleversé le fonctionnement habituel de l'Education nationale. L'adage « une heure, une classe, une discipline, un enseignant » a volé en éclat. Les élèves d'un même niveau n'apprennent pas les mêmes choses au même moment et la suprématie de l'évaluation notée est tombée. Situation fait force, beaucoup de travaux n'ont pas été évalués par une note mais bien dans un échange personnalisé, par des appréciations et des encouragements. Cela a été possible par l'engagement des enseignants et parce que le système ne pouvait justifier de se nourrir de notes, au regard de l'égalité des droits à la réussite. La FCPE défend depuis longtemps la suppression de l'évaluation chiffrée dans le socle commun de connaissances et de compétences et culture.

La note dérive forcément vers les moyennes, les moyennes de moyennes, les classements et la compétition au lieu de se centrer sur les progressions de chaque élève. Il est temps que les livrets scolaires cessent d'être des listes de notes et de trop nombreuses cases. Ce sont bien les appréciations qui permettent à l'élève et à sa famille d'identifier les compétences qui sont acquises et celles qui ne le sont pas encore. Des livrets qui doivent aussi laisser place à l'engagement, aux projets comme à certains éléments contextuels anonymisés. Et c'est bien cela qu'il s'agit de défendre : Accompagner et permettre à l'élève d'être le premier acteur de ses apprentissages, de son devenir et de son parcours scolaire, citoyen et professionnel. Les cycles pédagogiques sont là pour permettre la progressivité des apprentissages au regard des besoins spécifiques de chaque enfant. Mais les liaisons ne sont toujours pas fluides, le système a besoin d'évoluer vers une culture bienveillante et valorisante, mettant sur un même niveau les réussites scolaire, éducative et personnelle. Réussite qui se traduit pour un enfant, par sa capacité à construire sa confiance propre, à se fixer des buts, à savoir faire des connexions, à améliorer son bien-être, à gérer son stress, à comprendre sa motivation.

La pandémie a amené les enfants dans un exercice résilient et concret de la citoyenneté, des valeurs de la République et du civisme. Depuis la mi-mars, les enfants vivent la solidarité à 20 h tous les soirs pour le soutien aux soignants et aux travailleurs indispensables au fonctionnement du pays mais également dans leur fratrie, leur famille, leur quartier ou leur village. L'Education nationale a la mission de former des citoyens libres et éclairés qui contribuent à la construction d'une société démocratique, solidaire et respectueuse de l'environnement. Les débats, la coopération, l'entraide doivent prendre une place prépondérante, tant dans les apprentissages, la compréhension du monde que dans l'élaboration des règles collectives à l'heure de la distanciation physique. S'exprimer, écouter, analyser, comprendre, mettre à distance, s'organiser et construire avec d'autres s'avèrent d'autant plus indispensables pour permettre aux enfants de mettre des mots sur la crise sanitaire, sur ce qu'ils vivent, comme sur les infos. Indispensables dans l'acquisition de l'autonomie, de la prise d'initiatives comme de responsabilités.

La coéducation dans la période s'est réinventée. Parents, enseignants, équipes éducatives, élèves, collectivités et associations jouent leur rôle et coopèrent. L'école publique, laïque, gratuite, fraternelle, ouverte à tous doit construire sa résilience, en facilitant le plein exercice de la démocratie scolaire. Elle est le cadre bienveillant, garant des droits et de la protection de l'enfant.